



Etienne Mounielou
Référent débat des
Jeunes Démocrates
d'Alsace.

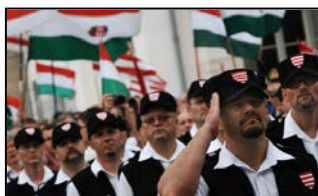


Que répondre face à l'égoïsme national ?

L'égoïsme national, « c'est pas bien ».

Voilà ce que nous nous disons, bien élevés que nous sommes, quand nous pensons à ce qui se passe à l'extrême-droite de notre pays. Et on a raison.

Néanmoins, le convaincu ne saurait convaincre. Simplifications, raccourcis, contradictions, les armes de l'adversaire ne parviennent pas à percer sa propre armure.



Au Danemark, le *Dansk Folkeparti* est à 13%. En Hongrie, le *Jobbik* dépasse les 15%. En Norvège, le *FrP* s'est imposé à 23% aux élections législatives. Et en Autriche, on flirt avec les 29%.

La poussée de ces partis en Europe a été fulgurante. Les causes sont diverses, et somme toute, bien connues. La construction de l'espace européen, la désintégration sociale, la perte de la souveraineté nationale, les politiques d'accueil, l'inquiétude économique, la contestation des pratiques gouvernementales, l'abandon de l'identité national...

Ils se caractérisent tous par une volonté affichée de renforcer la sécurité et le contrôle des frontières. Entre autres joyeusetés.

C'est qu'ils ont su s'approprier un monopole sur des sujets qui préoccupent, sur des sujets que les autres formations politiques rechignent à traiter, voir même, se contentent de nier. Ceux qui proclament les combattre se révèlent en être les meilleurs complices.

Les analyses du politologue Pascal Perrineau ont conduit à dresser un portrait-type de l'électeur séduit par cet égoïsme national. Ce serait ainsi un homme, plutôt jeune, issu d'un milieu populaire et dont le niveau de diplôme est assez faible. On aurait pu donner une réponse quasi-similaire quant aux électeurs qui souffrent des crises économiques et sociales qui traversent l'Europe.



Cernés, identifiés, du moins assez pour aller au cœur de ce propos, il est devenu dès lors courant de les côtoyer. On assiste en France à un phénomène de « *désextrémisation* », et ces idées s'affichent, et souvent avec panache. Oublié le stéréotype de la personne âgée derrière son téléviseur.

Et que leur répondre ?

Face à la préférence nationale, on a le « *c'est pas bien* ». Souvent, on s'en réfère à des clichés, et il est courant de comparer tel ou tel leader à celui qui portait la même moustache qu'un célèbre acteur du début du XXe siècle.

Qu'on se le dise, la stigmatisation ne réussit pas. Elle encourage. Si on dérange, c'est que l'on a raison.

Alors d'autres décident de combattre ces partis comme face à tout autre, rationnellement, programme contre programme, idées contre idées. Mais la vérité, c'est que ces partis n'ont de raison que pour ceux qui les suivent corps et âmes. Résignés, obstinés, une fois qu'ils ont franchi la ligne, ils y sont.

Eux-mêmes connaissent les désastreuses conséquences d'un retour à une monnaie nationale. Mais de toute façon... que peut bien leur apporter ce qu'ils ont fui ?

Face à l'impasse, certains jouent le jeu de la peur à leur avantage. S'ils redoutent la venue de tel ou tel groupe au pouvoir, autant qu'ils soient réalistes, et que la minorité insatisfaite se mêle au rempart majoritaire. Parfois, ça marche.

On peut encore les cantonner. Qu'ils restent une minorité. De deux maux, il faut choisir le moindre. Mieux vaut trancher que de risquer la contamination. On les abandonne. Les discours finissent bien par lasser. On croise les doigts en espérant que ça se calmera.

Ce serait sans compter leur éternel renouvellement. Ils parviennent sans peine à lier les générations et les époques. Les nostalgiques se mêlent aux contemporains. Finalement, même nom, même figure, mais nouveau style, et l'on redoute une fois encore.

Néanmoins...

L'extrémisme national est incapable de s'unir à d'autres formations, notamment à celles des autres pays. Ce n'est pas à force de bals que l'on parviendra à unir les mouvances autrichiennes et italiennes, allemandes et françaises, hongroises et roumaines. Après le *Groupe des droites européennes*, de 1984 à 1989, le *Groupe technique des droites européennes* fut dissout en 1994, faute d'accords, et les non-inscrits dominèrent. Aujourd'hui, les vingt-huit eurodéputés de l'*Alliance Européenne des Nations* font pâle figure. À croire que les enjeux européens ne sont pas pour eux. Division méprisée par ci, division justifiée par là. Par là-bas.

Ce formidable aspirateur à rancunes, que lui arriverait-il s'il jouait le jeu de la gouvernance ? Si le système si critiqué lui donnait une place, qu'advierait-il ? Le FPÖ autrichien nous en donne la réponse. Après avoir réussi à atteindre le score impressionnant de 27% aux élections législatives de 1999, faisant de lui le second parti du pays, et imposant ainsi sa voix au gouvernement de Wolfgang Schüssel... il dégringola immédiatement à 10%, et ce pendant plus de dix ans. Le décès de Jörg Haider conclut la chute. Ce n'est que tout récemment que le parti est fortement remonté, et encore, à force d'alliances (et de valse ?) avec un parti plus modéré, le BZÖ, fondé juste avant le décès de l'icône discréditée. Joli yöyö. Ça monte et ça descend, et ça ne va pas plus haut.



Mais que l'on crève enfin cet abcès.

La proportionnelle semble plus que jamais le seul véritable moyen de venir à bout de ce qui ronge notre société. On comprend pourquoi ce sont les mêmes qui la refusent et qui ne peuvent venir à bout des extrémismes. Contradiction, abnégation.

Le lecteur attentif n'aura pas manqué de remarquer que les élections autrichiennes et européennes s'effectuent via ce mode de scrutin.

Ça sera douloureux, mais laissons toutes les voix du peuple se réunir au sein d'un même Parlement. Assumons ce risque. Ce sera une décision aussi courageuse qu'impopulaire. Du moins dans un premier temps. Ces égoïsmes se confronteront alors au pragmatisme du pouvoir. La grogne laissera volontiers sa place.

Restera à savoir à qui.

